

Initiatives de transition : un laboratoire social

Lebrun-Paré, Félix

Le réveil écocitoyen – initiatives et mobilisations
Numéro 786, Septembre–Octobre 2016

[📄 Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN 0034-3781 (imprimé)
1929-3097 (numérique)

[📄 Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lebrun-Paré, Félix. "Initiatives de transition : un laboratoire social." *Relations* 786 (2016): 21–22.

Tous droits réservés © Relations, 2016

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

INITIATIVES DE TRANSITION: UN LABORATOIRE SOCIAL

Le Mouvement citoyen des initiatives de transition montre concrètement que d'autres façons de s'organiser, de travailler et d'habiter nos collectivités sont possibles, au Québec comme ailleurs.

Félix Lebrun-Paré

L'auteur est candidat à la maîtrise en sciences de l'environnement à l'UQAM

Le Mouvement citoyen des initiatives de transition est né en 2005, au Royaume-Uni, à la suite d'une expérience menée par Rob Hopkins et un groupe d'étudiants en permaculture. Face à l'éventuelle fin du pétrole bon marché, à la dégradation des écosystèmes et aux conséquences socioécologiques des changements climatiques, il vise à relocaliser l'économie¹, reconstruire les liens sociaux et renouveler notre façon d'habiter le monde à l'échelle locale, rendant ainsi les sociétés plus résilientes face aux chocs actuels et à venir.

Ce mouvement de la base s'inscrit dans le foisonnement actuel d'initiatives ou d'innovations écosociales citoyennes: (ré)appropriations d'espaces en friche pour fins de production agricole, mise sur pied d'ateliers communautaires et de formes de cohabitation, création de monnaies complémentaires locales, etc. À l'image d'un laboratoire social, en procédant par essais et erreurs, il s'agit de former des groupes de citoyens qui développent leurs propres projets tout en cherchant à favoriser une synergie, un effet catalyseur avec d'autres initiatives porteuses et d'influencer les gouvernements locaux en vue de créer des conditions favorables au changement écosocial. Ce mouvement a connu un développement rapide d'une ampleur étonnante,

attirant l'attention des milieux universitaire, politique et médiatique. En novembre 2014, on pouvait ainsi compter 1196 initiatives enregistrées sur le site Web du Transition Network (<transitionnetwork.org>), dont 472 dites « officielles », principalement dans les pays occidentaux, mais également quelques-unes en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie. Le réseau répertorie, par exemple, plusieurs initiatives de production énergétique communautaire (coopératives de production d'énergie solaire à petite échelle, parcs éoliens, etc.). En plus d'augmenter la part des énergies renouvelables dans les systèmes de production, celles-ci permettent d'accroître le pouvoir citoyen sur l'économie, le prix de l'énergie et la distribution des profits pouvant alors être décidés collectivement.

Le succès du mouvement peut s'expliquer par trois particularités principales: tout d'abord, il fournit une panoplie d'outils (de mobilisation, de communication, d'animation de groupe, de co-formation, etc.) accessibles à toute personne qui désire lancer un processus collectif de réduction de la dépendance au pétrole par le pouvoir citoyen. Puis, il préconise une approche holistique qui prend en compte les dimensions affectives de la personne dans l'action sociale, de même que les différentes sphères de la vie en société (habitation, transport, alimentation, santé, éducation, art, etc.), ce qui permet aux personnes de canaliser leur créativité selon une diversité d'intérêts. Enfin, il vise à influencer les gouvernements locaux et à mobiliser leurs ressources dans la perspective de la transition écologique par un discours et des projets concrets qui « parlent » aux décideurs (la dynamisation et la résilience de l'économie locale, par exemple), en étant conscient des risques de détournement du projet que cela comporte.

Quelques réalisations au Québec

Une récente étude intitulée « *Transition Emerging Study*² », menée dans le cadre d'un partenariat interuniversitaire canadien, nous apprend que près d'une centaine de projets ont pris racine au Canada, dont une quarantaine sont enregistrés auprès du Transition Network. Au Québec, si 11 initiatives ont été recensées en 2014, 3 seulement organisent toujours des activités de façon régulière: Alma en transition, et, à Montréal, Transition NDG (Notre-Dame-de-Grâce) et Villeray en transition.

Ces groupes organisent des activités-types du mouvement, soit: des activités publiques mensuelles de conscientisation et de sensibilisation comme des projections de films et des conférences; des ateliers de (ré)appropriation de savoirs traditionnels (dans le domaine de la transformation alimentaire, par exemple); ou encore des projets « concrets et visibles », comme des jardins communautaires ou collectifs. Ces activités consti-



tuent la première phase d'une initiative de transition, soit le réseautage et la sensibilisation. Au Québec, elles ont rejoint plusieurs centaines de personnes et certains projets structurants ont émergé de cette dynamique, dont un verger collectif réunissant une cinquantaine de personnes à Alma et une coopérative dédiée à la démarche de transition à NDG, en partenariat avec la banque alimentaire du quartier.

Une des réalisations les plus abouties est la coopérative La Remise, une bibliothèque d'outils issue du groupe Villeray en transition, à Montréal. Cette initiative s'inscrit dans la mouvance de « l'économie du partage » et favorise la réduction de la consommation par la mise à disposition de différents outils et objets utilitaires – en lien avec la cuisine, la menuiserie, l'artisanat, la mécanique, le jardinage, l'électricité, etc. – en permettant la location à très faible coût. La Remise dispose d'un espace de travail doté de nombreux outils spécialisés, en plus d'offrir diverses formations et ateliers conçus par et pour les membres. La coopérative contribue ainsi non seulement à réduire la dépendance individuelle au système économique dominant (donc au pétrole), mais elle constitue également un incubateur pour différents projets collectifs (ruelles vertes, agriculture urbaine, projets d'embellissement de structures urbaines, etc.).

Les initiatives de transition cultivent un espoir sans naïveté, par le désir d'agir ici, ensemble, dans le plaisir partagé.

La dynamique sociale stimulée par La Remise et les activités de Villeray en transition ont contribué à susciter l'engagement d'un nombre suffisant de personnes autour d'un autre projet-phare: la création d'une monnaie locale complémentaire à Montréal. Un groupe de citoyens travaille ainsi à mettre sur pied sa propre monnaie, qui serait éventuellement utilisée dans un circuit économique local et fermé par des commerçants, des artisans et des fournisseurs répondant à des critères sociaux et écologiques déterminés par la collectivité.

S'engager différemment

Malgré l'engouement grandissant que suscite ce type de projet (pensons au succès du documentaire *Demain*), les initiatives de transition font face à des défis similaires à ceux rencontrés par d'autres mouvements sociaux et projets de participation citoyenne. Le maintien et le renouvellement de l'engagement, la mobilisation des connaissances et des ressources nécessaires à l'action écosociale, de même que les enjeux relatifs à la dynamique de groupe font partie de ces défis.

Une certaine remise en question du militantisme³ peut s'observer chez certaines personnes: on ne souhaiterait plus « faire don de soi » et « s'oublier » dans une action collective ancrée dans une idéologie, mais plutôt réussir à s'épanouir personnellement tout en contribuant au bien commun.

Ce constat nous amène à nous interroger au sujet de cette forme particulière d'engagement: serait-elle en « concurrence » avec l'exigence de vigile citoyenne et de participation aux débats publics concernant les grands projets de développement? Favoriserait-elle, sans le vouloir, la croyance en une res-

ponsabilité individuelle prévalente face aux problèmes sociétaux actuels, plutôt que de stimuler une pensée critique et des revendications politiques visant les pouvoirs dominants? Ou alors, pourrait-elle être complémentaire à d'autres modes d'engagement et contribuer à une transformation écosociale?

D'entrée de jeu, soulignons que malgré le fait que le discours et les pratiques des initiatives de transition demeurent axés sur la construction d'« utopies concrètes » (pour reprendre le terme d'Ernst Bloch), un groupe tel que Villeray en transition n'évacue pas pour autant les pratiques militantes. Il contribue à des mouvements de lutte contre les hydrocarbures – la campagne Coule pas chez nous!, par exemple – et à l'organisation de sommets citoyens sur l'agriculture urbaine et la dépendance au pétrole, entre autres. Plus largement, les diverses rencontres informelles de personnes aux identités politiques diversifiées, favorisées par les initiatives collectives, contribuent au processus de politisation des personnes et des groupes sociaux.

Ensuite, il nous semble pertinent de faire appel à la pensée du sociologue et philosophe Erik Olin Wright afin de situer dans une perspective plus large la dimension politique du mouvement. Dans son livre *Envisioning Real Utopias* (Verso, 2010), il propose de regrouper les stratégies de transformation sociale visant un dépassement du capitalisme selon trois modes: la transformation par rupture (« détruire l'État » par la politique partisane ou la révolution violente); la transformation symbiotique (« faire avec l'État » par la confrontation avec les pouvoirs en place et en établissant des compromis visant des changements institutionnels ciblés); les transformations intersticielles (« faire sans l'État » en construisant des institutions contre-hégémoniques dans la société).

Toutes ces stratégies sont pertinentes et nécessaires selon Wright, l'une pouvant être plus efficace que l'autre selon les différents contextes et moments historiques. Selon cette typologie, on peut considérer les initiatives de transition parmi les formes de stratégies de transformation intersticielle, puisqu'elles cherchent à investir les marges, les failles du système dominant, en vue de construire un monde alternatif à l'intérieur de l'ancien. De cette façon, elles n'écartent pas la critique sociale, puisqu'elles contribuent à réfuter l'argument conservateur par excellence (« *there is no alternative* »), en montrant concrètement que d'autres façons de s'organiser, de travailler et d'habiter nos milieux de vie sont possibles. Elles seraient aussi complémentaires à une stratégie de transformation de type symbiotique telle que la lutte citoyenne contre l'exploitation des hydrocarbures.

Quoi qu'il en soit, cette forme d'écocitoyenneté contribue sans équivoque à donner un sens humaniste à la notion de transition écologique, trop souvent centrée sur le développement technologique, ce qui fait le jeu du capitalisme vert. Devant les immenses défis de notre temps, les initiatives de transition cultivent un espoir sans naïveté, par le désir d'agir ici, ensemble, dans le plaisir partagé. ☺

1. Lire Geneviève Azam, « La réappropriation politique du territoire », *Relations*, n° 741, juin 2010.

2. Consulter le site <transitionemergingstudy.ca>.

3. Lire Philippe Corcuff, « Engagement et individualisme », *Relations*, n° 728, novembre 2008.